



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**PREFECTURE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX REGLEMENTES  
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : M.DOMENECH

☎ 04.84.35.42.74

n° 2013-113 SANC-MD

### **ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

**A l'encontre de la Société DELTA RECYCLAGE sise à Arles**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES DU RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.514-1,**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2003 A en date du 29 juin 2004 autorisant la société DELTA RECYCLAGE à exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux sur la commune d'Arles,**

**Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 18 février 2013,**

**Vu l'avis favorable en date du 6 mars 2013 du Sous-Préfet d'Arles au projet d'arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société DELTA RECYCLAGE,**

**Considérant la nécessité d'imposer à la Société DELTA RECYCLAGE de respecter les dispositions réglementaires nécessaires afin de prévenir les risques et de limiter les nuisances visées aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement,**

**Considérant qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, lorsqu'il a été constaté le non-respect des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure de celui-ci de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,**

**Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,**

### **A R R E T E**

#### **ARTICLE 1**

**La Société DELTA RECYCLAGE, dont le siège social est situé Z.A. Rue de la Libération – 34130 LANSARGUES, est mise en demeure de respecter les dispositions rappelées ci-après :**

.../...

## **1- Sans délai**

Article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral en date du 29 juin 2004 : les activités exercées sont celles visées aux rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement figurant dans le tableau.

Les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation en date d'avril 2003.

## **2- Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**

Article 6.4 de l'arrêté préfectoral en date du 29 juin 2004 (« Stockage des déchets ») : le stockage des déchets et des produits triés, transitant dans l'établissement, doit s'effectuer dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations, des odeurs). En particulier, tout stockage en vrac est interdit en dehors des bâtiments d'exploitation.

## **ARTICLE 2**

En cas de non-respect des conditions qui précèdent dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 3**


Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 4**

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- le Sous-Préfet d'Arles,
- le Maire d'Arles,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, 08 MARS 2013

Pour le Préfet  
la Secrétaire Générale Adjointe  
  
Raphaëlle SIMEONI